

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49124 Saint-Barthélemy-D'anjou

Saint-Barthélemy-D'anjou, le 31 juillet 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/07/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Auto Châssis International

15 avenue Pierre Piffault
72100 Le Mans

Références : 2025-375_AUTO CHÂSSIS INTERNATIONAL_INSP_RAP
Code AIOT : 0006301184

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/07/2025 dans l'établissement Auto Châssis International implanté 15 avenue Pierre Piffault 72000 Le Mans. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Auto Châssis International
- 15 avenue Pierre Piffault 72000 Le Mans
- Code AIOT : 0006301184
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Les activités du site Auto Chassis International sont encadrées par l'arrêté préfectoral du 30/03/2009 modifié. Le site fabrique les châssis des véhicules et des pièces de fonderie.

La fonderie ainsi que la ligne de traitement de surface n° 1 ont été visitées.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- AN25 Sobriété hydrique
- IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne

se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Rejets atmosphériques fonderie	AP Complémentaire du 16/09/2020, article 3	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
2	Rejets atmosphériques cataphorèse	Arrêté Préfectoral du 16/09/2020, article art 5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
3	Rejets atmosphériques COV peinture	Arrêté Préfectoral du 30/03/2009, article 3.2.4.1 et 3.2.4.2 c)	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	III. Les installations exemptées	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3	Sans objet
5	V. Prescriptions locales	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a mis en place plusieurs actions afin de respecter les valeurs limites des différents paramètres pour les rejets atmosphériques. Les actions ont été efficaces pour le benzène, amines et poussières pour les installations de la fonderie. Pour les COV, plusieurs essais sont toujours en cours qui paraissent concluants mais nécessitent d'être confirmés. Les dépassements étant importants depuis 2022, l'inspection propose une mise en demeure pour le respect de la valeur limite en COV sur certaines installations de la fonderie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rejets atmosphériques fonderie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/09/2020, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Air
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>On distingue 11 points de rejets à la fonderie (bâtiment G) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Fusion : <ul style="list-style-type: none"> Four BF1 et 2 : cheminée 47 Four BF3 et 4 : cheminée 50 Four MF : cheminée 62 - Noyautage ; <ul style="list-style-type: none"> Tour de lavage n°1 : cheminée 60 Tour de lavage n°2 : cheminée 71 Incinérateur : cheminée 72 - Moulage, sablerie et refroidissement : <ul style="list-style-type: none"> Dépoussiérage/refroidissement : cheminée 69 Dépoussiéreur sablerie + Tonneau 1 : cheminée 68 Tonneau 2 : cheminée 48 Grenailage Pangborn : cheminée 70 Grenailage GF : cheminée 44 <p>Les rejets canalisés à l'atmosphère doivent respecter les valeurs citées à l'article 3.2.3 de l'AP du 30/03/2009 modifié.</p> <p>Les flux annuels de poussières doivent respecter le flux spécifique de 50 g/t de fonte coulée sur l'ensemble des fours de fusion, et de 350 g/t de fonte coulée pour l'ensemble de la fonderie.</p> <p>Pour une capacité de production de 90 000 t/an, les rejets annuels de poussières ne peuvent excéder :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 28 t/an pour l'ensemble de la fonderie, - dont 4 t/an pour les fours de fusion.
Constats :

Lors de la visite de 2021, sur la base des rapports des émissions atmosphériques de 2020 et 2021, les constats suivants avaient été émis :

- les rejets en COVNM au point de rejet 71 ne sont pas conformes
- les rejets en benzène au point de rejets 69 ne sont pas conformes
- les rejets en amine (DMEA) aux points de rejets n°60 et n°71 ne sont pas conformes.

En amont de la visite d'inspection l'exploitant a transmis les rapports de mesure des émissions atmosphériques de 2022, 2023, 2024.

Le rapport APAVE 1^{er} semestre 2022 (ref 22317274-1) (mesures du 30/05 au 01/06) montre des dépassements en :

- COVNM (135 mg/Nm³ pour une VLE de 110), amines (99 pour une VLE de 5) pour la tour de lavage 1 (rejet 60)
- benzène (2,4 mg/Nm³ pour une VLE de 2) pour le moulage refroidissement (rejet 69)

Le rapport APAVE 2e semestre 2023 (ref 2241935-001-1) (mesures du 22/05 au 25/05) montre des dépassements en :

- poussière (12,8 mg/Nm³ pour VLE de 10) pour le tonneau 2 (rejet 48)
- COVNM (248 mg/Nm³ pour une VLE de 110), amines (11.3 pour une VLE de 5) pour la tour de lavage 1 (rejet 60)
- benzène (6.8 mg/Nm³ pour une VLE de 2) pour le tonneau 1 (rejet 68)
- benzène (5.8 mg/Nm³ pour une VLE de 2) pour le moulage refroidissement (rejet 69)
- COVNM (252 mg/Nm³ pour une VLE de 110) pour la tour de lavage 2 (rejet 71)

Le Rapport APAVE 2024 (ref E14Q3/24/1403) (mesures du 13/05 au 16/05+ 23/05) montre des dépassements en :

- poussière (12,2 mg/Nm³ pour VLE de 10) et benzène (2.4 mg/Nm³ pour une VLE de 2) pour le tonneau 2 (rejet 48)
- COVNM (260 mg/Nm³ pour une VLE de 110), amines (66 pour une VLE de 5) pour la tour de lavage 1 (rejet 60)
- poussière (19.8 mg/Nm³ pour VLE de 10) pour la grenailleuse (rejet 70)
- COVNM (572 mg/Nm³ pour une VLE de 110) et amines (167 mg/Nm³ pour une VLE de 5) pour la tour de lavage 2 (rejet 71)

Dans le rapport APAVE 2024 (ref E14Q3/25/1163) (mesures du 01/10/2024 au 02/10/2024) concernant uniquement le paramètre poussières sur tous les émissaires, un seul dépassement est observé sur la tour de lavage 2 (rejet 71) avec une valeur de 11,2 mg/Nm pour une VLE de 10

Le rapport APAVE 2025 (ref E14Q3/25/472) (mesures du 20/01/2025 au 21/01/2025 uniquement sur les points de rejets 48 (mesures du benzène et poussières), 60 et 71 (mesures des amines et poussières)) montre des dépassements en :

- benzène (2,4 mg/Nm³ pour une VLE de 2) pour le tonneau 2 (rejet 48)
- COVNM (235 mg/Nm³ pour une VLE de 110), poussières (20.9 mg/Nm³ pour une VLE de 10) pour la tour de lavage 1 (rejet 60)
- les rejets de la tour de lavage 2 sont conformes.

La déclaration GEREP 2024 sur la fonderie indique un rejet de 14214 kg/an de poussières pour une production de 92847 t de fonte

Les rejets annuels et le flux de poussières de 350g/t de fonte sont respectés.

En visite l'exploitant a montré son plan d'action pour le respect des valeurs limites, notamment des actions sont en cours sur le process, l'utilisation des pistolets de pulvérisation en COV, des essais

d'agents démoulants sans COV (pour le noyautage).

Des essais sur les tours de lavage avec et sans le nouvel agent démoulant ont été effectués en semaine 25. Les résultats provisoires montrent des concentrations de l'ordre de 10 mg/Nm³.

L'exploitant a indiqué que les essais étaient concluants mais que les pièces devaient passer le contrôle qualité. Les résultats sont attendus fin 2025.

L'inspection note les actions correctives mises en place pour le respect des VLE et les résultats positifs. Néanmoins ces résultats restent à être tenus dans la durée

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Les valeurs limites en COV sont à respecter sur les tours de lavage. Les dépassements étant récurrents depuis plusieurs années malgré les actions correctives, une mise en demeure est proposée sur ce point.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Rejets atmosphériques cataphorèse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/09/2020, article art 5

Thème(s) : Risques chroniques, Air

Prescription contrôlée :

Les valeurs limites d'émissions sont :

- cataphorèse 1 (3 points de rejets) : 100 mg/m³ en COV (en moyenne sur les 3 cheminées)

- cataphorèse 2 (1 point de rejet) :

COV = 20 mg/m³

CO : 50 mg/m³

NOx : 100 mg/m³

Le flux annuel de COV émis par les installations de cataphorèse n'excède pas 4,3 t/an.

Constats :

Lors de la visite de 2021 :

- les mesures 2020 indiquaient que les rejets atmosphériques de la cataphorèse respectaient les valeurs limites pour les différents paramètres

- selon GERE 2020 et le plan de gestion des solvants 2020 (V1), le flux annuel de COV pour les installations de cataphorèse était de 9,1 t (3,8 t en 2019) pour une consommation de solvants de 10,23 tonnes.

Dans le cadre de la visite, le rapport des émissions atmosphériques mesurées du 13/05/2024 au 16/05/2024 par SOCOTEC (ref E14Q3/24/1597) indique que :

- les concentrations en COV sont conformes sauf pour le 2e brûleur de la ligne 1 (ligne non reliée à l'incinérateur) : valeur de 148 mg/m³ pour une VLE de 100.

- les concentrations en sortie de l'incinérateur (cataphorèse 2) ne sont pas conformes pour le CO (64,6 mg/Nm³ pour une VLE de 50) et les COVM (24 mg/Nm³ pour une VLE de 20)

- les concentrations des polluants liés à l'activité de traitement de surface pour les 2 lignes de cataphorèse sont respectées.

D'après le PGS émissions 2024 (et déclaration GERE 2024), le flux annuel de COV est de 20 t pour

une consommation de solvants de 23t.

Le flux annuel de COV pour les installations de cataphorèse n'est pas respecté.

En visite, l'exploitant a indiqué que le 2ème brûleur de l'étuve de ligne cataphorèse 1 serait changé en août 2025. Par ailleurs il est prévu le remplacement de l'incinérateur actuel par un incinérateur RTO en août 2027 qui sera relié aux 2 lignes de cataphorèse.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le flux annuel de COV doit être respecté ainsi que les valeurs limites en COV et CO.

L'exploitant informera l'inspection des résultats des mesures de septembre 2025 suite au changement du brûleur.

Les justificatifs de commande du nouvel incinérateur seront transmis à l'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Rejets atmosphériques COV peinture

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2009, article 3.2.4.1 et 3.2.4.2 c)

Thème(s) : Risques chroniques, Air

Prescription contrôlée :

Article 3.2.4.1

Pour l'ensemble des cabines de peintures par pulvérisation, les valeurs limites suivantes doivent être respectées pour les COV :

- une concentration de 75 mg/m³ à l'application,
- une concentration de 50 mg/m³ au séchage,
- une limitation des émissions diffuses à 20 % des solvants utilisés.

Pour chacune des chaînes d'application de peinture au trempé par cataphorèse, les valeurs limites suivantes doivent être respectées :

- une concentration de 50 mg/m³, ou 20 mg/m³ si le traitement est effectué par incinération,
- une limitation des émissions diffuses à 20 % des solvants utilisés.

Lorsque le traitement est effectué par incinération, les valeurs limites suivantes doivent en outre être respectées :

- la concentration en CO reste inférieure ou égale à 50 mg/m³,
- la concentration en oxyde d'azote exprimée en NOX reste inférieure ou égale à 100 mg/m³.

c- Substances à phrases de risque R 45, R 46, R 49, R 60, R 61 et halogénées étiquetées R 40, telles que définies dans l'arrêté du 20 avril 1994 susvisé :

Les substances ou préparations auxquelles sont attribuées, ou sur lesquelles doivent être apposées, les phrases de risque R 45, R 46, R 49, R 60 ou R 61 (H340/350/360), en raison de leur teneur en composés organiques volatils classés cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction, sont remplacées autant que possible par des substances ou des préparations moins nocives. Si ce remplacement n'est pas techniquement et économiquement possible, la valeur limite d'émission de 2 mg/m³ en COV est imposée, si le flux horaire maximal de l'ensemble de l'installation est supérieur ou égal à 10 g/h. La valeur limite ci-dessus se rapporte à la somme massique des différents composés.

Pour les émissions des composés organiques volatils halogénés étiquetés R 40 (H341/351), une valeur limite d'émission de 20 mg/m³ est imposée si le flux horaire maximal de l'ensemble de l'installation est supérieur ou égal à 100 g/h. La valeur limite d'émission ci-dessus se rapporte à la

somme massique des différents composés.

Art 3.2.4.2 c)

En outre, les émissions diffuses des solvants de l'ensemble des activités d'application de peinture doivent rester inférieures à 20 % de la quantité des solvants utilisés.

Constats :

Par mail du 18/07/25, l'exploitant a transmis le rapport des mesures des émissions atmosphériques des cabines de peinture par pulvérisation, réalisées le 23/05/25 et du 10 au 11/06/25 par SOCOTEC (ref E14Q3/24/1248).

Les rejets sont conformes en COV (entre 0 et 15.9 mg/Nm³), à noter cependant l'absence de distinction entre l'application et le séchage.

D'après le PGS (plan de gestion) des émissions 2024, le site dispose de 2 cabines peintures et le séchage est réalisé par induction ou dans une étuve (6 exutoires distincts).

Le PGS amène les remarques suivantes :

- les émissions diffuses de l'activité peinture par pulvérisation (ou hydrodiluables) sont de 39%,
- les émissions diffuses de l'activité peinture au trempé (cataphorèse) sont de 80 % (émissions pour les 2 lignes).

Les émissions diffuses des 2 activités sont supérieures à la valeur limite de 20 %.

Le PGS manque de précisions sur les raisons de ce dépassement.

Concernant les substances à mention de danger H340/350/360 et H341/H351, le site utilise du formaldéhyde (H350/H341), du benzène (H340/H350) et du phénol (H341).

La valeur limite à appliquer pour le formaldéhyde et le benzène est de 2 mg/m³ si le flux total est > 10 g/h (selon l'AM du 2/2/98 art 27-7-c ou AP de 2009 art 3.2.4.1c).

La valeur limite à appliquer pour le phénol (uniquement) est de 20 mg/m³ si le flux total des COV visé à l'annexe III de l'AM du 2/2/98 (soit ici le phénol/formaldéhyde) est >0.1 kg/h.

De manière globale, l'inspection note que la partie "réglementation applicable au site" du PGS n'est pas claire (ex : VLE de 20 mg/m³ s'applique pour le phénol et formaldéhyde, source de la concentration/flux horaire des composés de l'annexe III, source de la concentration des 3 substances à mention de danger...). Il est difficile de s'assurer de la véracité/cohérence des concentrations des substances à mention de danger hormis pour le benzène (cf constat 1).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le rapport de mesure des installations de peinture doit distinguer les rejets liés à l'application de ceux du séchage.

L'exploitant doit respecter le seuil de 20 % d'émissions diffuses par rapport à la quantité de solvants consommés pour :

- les activités de peinture par pulvérisation
- les activités cataphorèse prises globalement et individuellement.

Le PGS doit justifier les raisons de ce non-respect.

Par ailleurs la partie 4 du PGS manque de cohérence, cette partie est à clarifier.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : III. Les installations exemptées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3
Thème(s) : Actions nationales 2025, Sobriété en sécheresse - Installations exemptées par l'AM
Prescription contrôlée : Ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 : 1° Les installations nécessaires aux activités suivantes : - captage, traitement et distribution d'eau destinée à la consommation humaine (eau potable) ou d'eaux conditionnées (eau de source, eau rendue potable par traitements, eau minérale naturelle) ; - captage, traitement et distribution d'eau destinée aux établissements de santé, aux établissements et aux services sociaux et médico-sociaux ; - alimentation en eau pour l'abreuvement, la santé, la survie et le bien-être des animaux et le respect des règles sanitaires liées aux animaux ; - transformation agroalimentaire en flux poussé : transformation ou conditionnement en produits et ingrédients destinés à l'alimentation humaine et animale de matières premières d'origine agricole périssables à l'état frais, qui ne sont pas à l'état congelé, et dont la transformation ne peut être différée ; - production, distribution et cogénération d'électricité ; - production et distribution d'énergie produite à partir de sources renouvelables mentionnées à l'article L. 211-2 du code de l'énergie ; - production de médicaments d'intérêt thérapeutique majeur et leurs principes actifs ou de médicaments contribuant à une politique de santé publique définie par le ministre chargé de la santé ; - collecte, tri, transit, regroupement et traitement de déchets dangereux et non dangereux ; - nettoyage des textiles utilisés au sein d'établissements de santé ; 2° Les exploitants des établissements ayant réduit leur prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1 ^{er} janvier 2018 ; 3° Les exploitants des établissements utilisant au moins 20 % d'eaux réutilisées par rapport à leur prélèvement d'eau, sous réserve du respect des exigences sanitaires et environnementales en vigueur ; 4° Les exploitants des établissements nouvellement autorisés ou enregistrés depuis le 1 ^{er} janvier 2023.
Constats : Par courrier du 6 juin 2025, l'exploitant a demandé à être exempté de l'arrêté ministériel sécheresse en application de l'article 3 concernant les exploitants ayant réduit leurs prélèvements d'eau de 20 % depuis le 1 ^{er} janvier 2018. L'exploitant indique les volumes suivants : 2018 : 2 246 073 m ³ 2024 : 1 454 244 m ³ dans « LA SARTHE DEPUIS LE MANS JUSQU'A LA CONFLUENCE AVEC LA MAYENNE » + 54091 m ³ de l'AEP soit un volume de 1 508 335 m ³ . L'exploitant a ainsi réduit ses prélèvements d'eau de 32.8%. Ces volumes sont identiques à ceux indiqués dans l'étude technico-économique de réduction de la consommation d'eau et la déclaration GEREP 2024. Par mail du 18/07/25, l'exploitant a transmis les justificatifs (déclarations agence de l'eau et factures). En 2018, l'exploitant a déclaré 2 111 984 m ³ à l'agence de l'eau et les factures 2018 du réseau AEP correspondent à 127 883 m ³ . En 2024, l'exploitant a déclaré 1 478 905 m ³ à l'agence de

l'eau et les factures 2024 du réseau AEP correspondent à 22 064 m³.

Les données transmises sont du même ordre de grandeur que celles mentionnées dans sa demande d'exemption.

L'exploitant n'est pas soumis aux restrictions de l'arrêté ministériel « sécheresse » pour 2025 par application de l'article 3-2°.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : V. Prescriptions locales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1

Thème(s) : Actions nationales 2025, Sobriété en sécheresse – respect des prescriptions locales

Prescription contrôlée :

AM du 30/06/23 - Art 1

III. - Le présent arrêté s'applique sans préjudice des mesures de restrictions prévues par les arrêtés d'orientations de bassin, les arrêtés-cadres, les arrêtés de restriction temporaire des usages de l'eau pris en application des articles R. 211-66 à R. 211-70 du code de l'environnement relatifs à la limitation ou la suspension provisoire des usages de l'eau et des arrêtés préfectoraux pris en application des articles L. 181-3, L. 214-3, L. 512-7-3 du code de l'environnement.

Arrêté cadre sécheresse du 02/04/2025 - Article 7

Les ICPE appliquent les dispositions spécifiques d'économie d'eau contenues dans les arrêtés préfectoraux qui leur ont été notifiés ainsi que celles de l'arrêté ministériel en vigueur, relatif aux mesures de restrictions, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des ICPE.

Les ICPE [...] autorisées dont les arrêtés ne contiennent pas de dispositions spécifiques prévoyant des mesures proportionnées à prendre en cas de franchissement des seuils de gestion et non visés par les mesures de restriction de l'arrêté ministériel suscité, relèvent des dispositions prévues pour la catégorie "Entreprise" (E) du présent arrêté, quelle que soit l'origine de la ressource.

Constats :

L'exploitant ne dispose de dispositions spécifiques dans l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Il est soumis à l'arrêté ministériel mais exempté des restrictions (cf constat précédent).

L'exploitant a transmis les actions justifiant des mesures effectives de réduction par la réduction des prélèvements entre 2018 et 2024, aussi selon le tableau de l'annexe I de l'ACS (arrêté cadre sécheresse), les mesures de ce tableau ne sont pas applicables.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant pourra transmettre les dispositions prévues en cas de sécheresse afin de les intégrer dans le cadre d'un arrêté préfectoral complémentaire.

Type de suites proposées : Sans suite